Silence, on assassine

Christian Hoche

L'Express, 19 mai 1994

Les massacres entre Tutsi et Hutu ont déjà provoqué des centaines de milliers de victimes. La capitale, Kigali, est assiégée et livrée au pillage. Mais, pour l'instant, seules les voix de Jean-Paul II et de Bernard Kouchner se sont fait entendre. Comme si un conflit africain était, de toute manière, voué à l'indifférence internationale.

Cent mille morts ? 200 000 ? 500 000 ? L'horreur est indicible. Depuis le 6 avril dernier, date de l'attentat qui a coûté la vie au président Habyarimana, le Rwanda, admirable morceau d'Afrique, est un pays en sang. Femmes, enfants, vieillards, personne n'est épargné. On mutile, on massacre, on affame. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) estime à 1,5 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays aux Mille Collines. C'est un véritable génocide, comparable à celui qui avait ensanglanté le Liberia en 1990.

En un mois de combats, la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), descendue du nord, encercle Kigali et coupe au sud la route frontalière avec le Burundi. Son chef, Paul Kagamé, 37 ans, est passé maître dans l'art de la guérilla. Il a, au sein de son mouvement, une autorité incontestée. Son objectif : « pacifier » le plus de territoires possibles, notamment la capitale. Retranchées dans leurs casernements, l'armée régulière et la garde présidentielle (qui donna le signal du massacre de la minorité tutsi aux milices paramilitaires hutu) s'attendent à un assaut prochain. La ville assassinée, abandonnée à elle-même, livrée aux pillards puisqu'il ne reste plus un Tutsi à tuer, appelle au secours. Mais qui l'entendra ? Un silence de cathédrale a, en effet, saisi la communauté internationale. Bien sûr, des voix se sont élevées, comme celle du pape Jean-Paul II, pour que cessent les tueries interethniques au Rwanda, où les « *criminels devront répondre de leurs actes de-*

vant l'Histoire et devant Dieu ». Bernard Kouchner, ancien ministre français, a repris du service pour tenter de mettre en place des couloirs humanitaires. Et Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la Santé, se rend à Kigali pour une première estimation des besoins.

Lorsqu'une colonne du FPR s'approchait, en 1990, des portes de Kigali, la France était intervenue pour sauver le régime du président Habyarimana, au pouvoir depuis dix-sept ans. Un soutien, à l'époque, largement controversé : le Front avait, d'ailleurs, exigé que les Français ne participent pas à la force onusienne de maintien de la paix, la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda). Quatre années plus tard, Paris, tout comme Bruxelles, l'ancienne puissance coloniale, n'a guère contribué à un réel effort de mobilisation internationale. Les Etats-Unis, encore traumatisés par l'aventure somalienne, s'en tiennent, désormais, à la doctrine de la Maison-Blanche : « *Nos intérêts vitaux d'abord* ». Il n'y a donc aucune chance que l'« effet CNN » se reproduise à Kigali, comme cela avait été le cas lors de la tuerie du marché de Markalé, à Sarajevo. L'enjeu, à l'évidence, n'est pas stratégique et le continent noir ne participe plus de la rivalité Est-Ouest.

Il y a plus grave : le 21 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU décidait d'oublier les « champs de morts » du Rwanda et ramenait de 2 200 à 270 les effectifs de la Minuar. Il fallut attendre encore une semaine pour que Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, conteste cette décision. Et demande au Conseil de voter l'envoi de 5 500 hommes.

Sept semaines après cette abominable chasse à l'homme, la tragédie rwandaise menace de se propager au Burundi, sur les rives du lac Kivu, au Zaïre, en Ouganda et surtout en Tanzanie, qui doit héberger déjà plus de 250 000 réfugiés. Le Front patriotique ne veut pas d'une intervention internationale. Personne – à commencer par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) – ne croit à l'idée américaine de financer l'envoi d'une force d'interposition composée uniquement de contingents africains. Le désastre au Liberia a servi de leçon. Alors ? Faut-il, comme certains le chuchotent à New York, passer au compte des profits et pertes un pays décapité, sous le prétexte monstrueux que l'Afrique, après tout, est condamnée ou vouée à l'indifférence ? Cet éventuel abandon et cette trahison que rien ne peut ou ne pourra justifier sont lourds de conséquences : en toute impunité, les massacres risquent donc de continuer. « *Un jour de retard est un jour de trop* », affirme Moctar Gueye, porte-parole de la Minuar. N'est-il pas déjà trop tard ?